- Sulley

ARRÊT

DE LA COUR

DU PARLEMENT

DE BORDEAUX,

CONCERNANT les Attroupemens qui fe sont formés, & les Ravages qui ont été commis dans certaines Provinces du Ressort de la Cour.

Du 20 Février 1790.

CE JOUR, le Procureur-Général du Roi est entré, & a dic:

MESSIEURS,

Qu'il est douloureux pour nous d'être forcés de faire diversion à des témoignages apparens de félicité publique pour fixer vos regards sur les sléaux & les calamités sans nombre qui assligent & dévastent une partie de votre Ressort!

Tout ce que le Roi avoit préparé pour le bonheur de ses Sujets; cette réunion des Députés de chaque Bailliage, que vous aviez sollicitée vous-mêmes pour être les Représentans de la Nation, pour travailler à la réformation des abus, & pour assurer le bonheur de l'Etat; tous ces moyens, fi heureusement concus & si sagement combinés, n'ont produit jusqu'à présent que des maux qu'il seroit difficile d'énumérer. La liberté, ce sentiment si naturel à l'homme, n'a été pour plusieurs qu'un principe de séduction, qui leur a fait méconnoître leurs véritables intérêts, tandis que d'autres en ont fait un cri de ralliement, auquel se sont rassemblés les hommes les moins dignes d'en jouir.

Ainsi se sont formées ces hordes meurtrieres qui ravagent le Limousin, le Périgord, l'Agénois, & une partie du Condomois: ces Provinces sont dans ce moment inondées du sang de leurs habi-



tans; ce n'est de toutes parts que meurtres, incendies; ce sont des ravages de toute espece; & des cruautés dont il seroit aussi long que pénible de vous faire le tableau.

Mais qui pourra concevoir quel est l'empire de ce prestige destructeur qui, dans tant de Provinces, & dans le même temps, a séduit les habitans des campagnes au point de leur faire abandonner la culture des terres pour former des attroupemens séditieux, & qui tournant pour ainsi dire leur fureur courre euxomêmes, les a portés à détruire, par le pillage, les dépôts de leur substissances actuelle, à intercepter la circulation des grains, & à nous inspirer encore des alarmes sur la récolte à venir?

La dévastation des châteaux n'a point assouvi leur rage; ils ont osé commettre les mêmes horreurs dans les Eglises, & on nous assure que dans leur fureur, l'autel même n'a pas échappe à leurs mains sactileges.

Voilà, MESSIEURS, les premiers fruits d'une liberté publiée avant la Loi qui devoit en prescrire les bornes, & dont la mesure a été livrée à l'arbitraire de ceux qui avoient tant d'intérêt à n'en connoître aucune.

Mais non, MESSIEURS, la Loi existe encore, & il est honorable pour vous qui en êtes les Ministres, comme pour nous qui en sommes l'organe, de donner aux Juges de votre ressort l'exemple de ce courage qui ne connoît que le devoir, de les rassurer sur leurs Tribunaux, & de leur inspirer la force de poursuivre ces brigandages avec toute la sévérité des Ordonnances.

Justice & la Loi trouveront assez d'appuis dans ces citoyens dont nous vous peignons les malheurs & les alarmes; car il en est, dans les campagnes même où la contagion a fait le plus de progrès; il en est, disonsnous, qui savent, ainsi que les Milices des Villes, qu'ils sont armés contre les

féditieux, contre les brigands, contre les ennemis du bien public, pour le maintien de l'autorité royale & de l'empire des lois, pour le retour de l'ordre & de la police générale, sur lesquelles repose le bonheur public.

Ainsi les détracteurs de la Magistrature, inquiets ou jaloux de l'Arrêt que vous allez rendre, se hâteroient d'en publier l'insuffisance pour en atténuer les essets; ils ne nous accuseront pas d'avoir vu tant de maux avec indissérence; ils n'abuseront plus la crédulité des Peuples, & dût cet acte de votre justice souveraine être le dernier, ce Peuple y reconnoîtra peut-être encore ceux dont il a pleuré la captivité, ceux qu'il a si souvent & si justement appellé ses désenseurs & ses peres.

ATTANT, requérons être ordonnés qu'à la diligence de nos Substituts dans les Sieges royaux, & des Procureurs d'office dans les Jurisdictions seigneuriales, chacun en droit soi, il sera informé des faits mentionnés dans le présent requifitoire, pour le procès être fait & parfait aux auteurs, fauteurs & participes desdits délits, fuivant la rigueur des Ordonnances; les Juges qui en connoîtront, être invités à redoubler de zèle & d'activité.

Au surplus, être enjoint aux Municipalités du ressort de faire usage de rous les moyens qui font en leur pouvoir, pour arrêter le cours des désordres, & fe saisir de la personne de leur auteurs; & à tous dépositaires de la force publique, de leur prêter aide & main-forte, sur les requisitions qui leur en seront faites; être ordonné en outre que le préfent Arrêt sera imprimé, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, & envoyé dans tous les Bailliages, Sénéchaussées & Municipalités, pour y être pareillement lu, publié & affiché, à la diligence des Substituts du Procureur-Général du Roi, qui seront tenus d'en certifier la Cour dans le mois.

DUDON.

LA COUR, faifant droit du requifitoire du Procureur - Général du Roi, ordonne qu'à la diligence de ses Substituts dans les Sieges royaux, & des Procureurs d'office dans les Jurisdictions seigneuriales, chacun en droit soi, il sera informé des faits mentionnés dans le présent réquisitoire, pour le procès être fait & parfait aux auteurs, fauteurs & participes desdits délits, suivant la rigueur des Ordonnances. Ladite Cour invite les Juges qui en connoîtront à redoubler de zèle & d'activité; au furplus, enjoint aux Municipalités du ressort de faire usage de tous les moyens qui sont en leur pouvoir, pour arrêter le cours des désordres, & se saisir de la personne de leurs auteurs; & à tous les dépositaires de la force publique de leur prêter aide & main-forte, sur les requisitions qui leur en seront faites : ordonne en outre que le présent Arrêt sera imprimé, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, & envoyé dans tous les Baillieges, Sénéchaussées & Municipalités, pour y être pareillement lu, publié & affiché, à la diligence des Substituts du Procureur-Général, qui seront tenus d'en certisser la Cour dans le mois. Fait à Bordeaux, en Parlement, & Chambre des Vacations, le vingt Février mil sept cent quatre-vingt-dix.

Monsieur DAUGEARD, Président.

Collationné. Signé, DELPECH.